

*L'Adresse—M. Broadbent*

[Français]

Nous avons hérité d'un des plus beaux pays sur cette planète. Voyager de Terre-Neuve à Vancouver, de Whitehorse à Québec, quelle que soit la saison, est toujours fort agréable. Depuis trop longtemps nous avons ravagé la beauté de notre pays et menacé de disparition l'héritage des générations futures.

Comme l'a démontré la Commission Brundtland, comme des reportages télévisés l'ont illustré, comme tous les enfants le savent maintenant, le problème de l'environnement des forêts du Brésil à la protection de la couche d'ozone est global. L'avenir de la race humaine dépend d'une action politique internationale concertée bien choisie. Tous les gouvernements doivent s'engager à un développement économique durable et au respect de notre environnement. Oui, le problème est global, mais pour obtenir des résultats concrets, chaque pays doit passer à l'action sur son territoire, sinon ce noble objectif deviendra un autre cliché ignoré!

• (1720)

[Traduction]

Analysons la réaction du gouvernement face au déversement de pétrole survenu il y a presque deux semaines et à celui qui s'est produit au large de la côte ouest de l'île de Vancouver il y a de cela trois mois. Nous avons vu un gouvernement qui a appris à débiter tous les bons clichés.

Au cours de la campagne électorale, j'étais fier de mon parti qui avait, des mois avant le déclenchement des élections, élaboré des projets sérieux au sujet de l'environnement. Nous étions fiers de les présenter à la population canadienne au cours de l'automne 1988. Puis soudain, le gouvernement, sûrement après avoir révisé les résultats de ses sondages, a découvert que les Canadiens et les Canadiennes étaient beaucoup plus sensibilisés que lui à la question de l'environnement. Et c'est depuis ce temps que le nouveau ministre parle d'environnement. Les Canadiens en ont marre des belles paroles. Ils veulent que le gouvernement prenne des mesures concrètes dans le dossier de l'environnement.

Rien n'illustre mieux l'obscurité dans laquelle le gouvernement manoeuvre que la réponse qu'a fournie le ministre aujourd'hui à la Chambre. La population de l'île de Vancouver nettoie encore le déversement de pétrole survenu il y a trois mois. Le ministre a d'abord carrément refusé de répondre à la question. Le ministre des Transports (M. Bouchard) agissait comme si tout allait comme sur des roulettes, qu'il ne restait rien à faire et que le gouvernement n'était pas responsable du fiasco d'il y a trois mois.

Nous croyons qu'il faut créer une commission royale d'enquête capable d'agir rapidement et d'étudier le sujet à fond. Nous connaissons à l'heure actuelle des problèmes, mais si nous ne prenons aucune mesure corrective, nous en connaîtrons d'autres plus tard et le gouvernement sera alors tenu responsable. Voilà pourquoi certaines des propositions que je veux présenter maintenant ont été conçues de façon à confier des obligations légales au gouvernement au lieu de nous fier simplement sur sa bonne volonté politique.

[Français]

Le Parlement du Canada doit prendre les mesures suivantes au cours de la prochaine session.

D'abord, adopter une charte des droits environnementaux qui donnerait aux citoyens et citoyennes accès à tous les renseignements environnementaux et le droit de poursuivre les gouvernements sur des questions environnementales.

Démontrer que nous sommes aussi préoccupés par l'environnement que nous le sommes par la propriété, en incorporant dans le Code criminel des peines pour des infractions sérieuses concernant l'environnement.

Adopter une loi qui obligerait le Cabinet à conformer toutes ses décisions économiques au principe de développement durable.

C'est absolument nécessaire afin de donner un véritable sens aux paroles du premier ministre et du ministre de l'Environnement sur le développement durable.

La législation canadienne doit être claire et souveraine vis-à-vis de l'Accord commercial qui est fondamentalement contradictoire au principe de développement durable.

Désormais, la protection de notre terre, de notre air, de notre eau et de nos arbres ne doit pas être négociable. C'est là notre politique.

[Traduction]

Je veux maintenant parler de politique extérieure. Nous avons observé ce que nous nous devons de qualifier de manque total d'orientation dans la politique extérieure du gouvernement. Le gouvernement ne fait rien, prend des décisions trop tard, et le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'arrivent pas à s'entendre, l'un contredisant l'autre.

Le gouvernement a été le dernier représentant d'une nation occidentale à reconnaître que le président Arafat avait des arguments positifs et utiles, qui se faisaient attendre depuis longtemps, à formuler dans ses discours à Alger et à Genève. La situation au Moyen-Orient est extrêmement complexe. Je ne prétends pas être un spécialiste en la matière, mais certains d'entre nous ont étudié la question de près et savent que, parmi les conditions à remplir, figurent les droits des Palestiniens et le droit d'Israël d'exister. Israël a toujours entretenu de